



MOBILISATION SOLIDAIRE CONTRE LA POLITIQUE DE L'ÉTAT

Depuis 1998, l'association AGEHB gère le 115 du Finistère. Sa mission principale est la mise à l'abri des personnes en difficulté. Or, depuis maintenant plus d'un an, le personnel du 115 se trouve en grande souffrance du fait des pratiques de l'État, financeur du 115 et décideur des orientations.

Pour exemple, les situations des personnes migrantes qui relèvent automatiquement de l'évaluation de l'État via la DDCS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale, ex-DDASS) et non plus des travailleurs sociaux : L'État via la DDCS laisse 90% de ces personnes (dont des familles avec enfants) sans solution d'hébergement et ce malgré leur vulnérabilité (femmes victimes de violence conjugale, femmes enceintes, bébés, pathologie grave...). Pour les 10% restants, lorsque la mise à l'abri est octroyée, elle peut être sous conditions : obligation de fournir un certificat médical, séparation des familles, les déplacer régulièrement de ville en ville et ce dans l'optique de décourager les personnes !!!

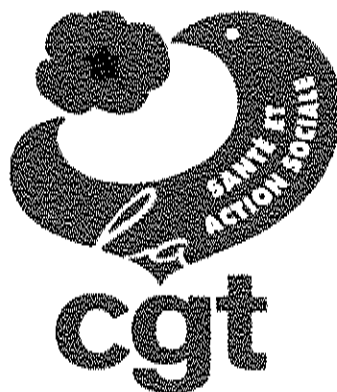
Les salarié(e)s du 115 sont de par leur formation de travailleurs sociaux imprégné(e)s de valeurs de solidarité, de dignité et de citoyenneté et ces pratiques de l'État en sont indignes !

Par ailleurs la politique d'hébergement, responsabilité de l'État via sa DDCS, ne cesse de subir des coupes drastiques qui remettent en question tout le maillage associatif qui s'était construit en intelligence sur le territoire finistérien en direction des personnes les plus fragiles (femmes victimes de violence conjugale, SDF, jeunes majeurs sortant de dispositifs de Protection de l'Enfance, sortant de prison, d'unités psychiatriques...).

L'État met en avant la politique du logement d'abord, une belle promesse non suivie d'effet ! Cette politique destinée à donner un logement pour tous plutôt que des structures d'hébergement temporaire semblent évidemment aller dans le bon sens mais cette politique ne peut être mise en œuvre sans la construction de nouveaux logements sociaux. Or, ces logements ne se construisent pas du fait des réticences des offices HLM frappés par la baisse des APL. L'État supprime des moyens pour les dispositifs d'hébergement mais ne met rien en place pour le compenser.

Aujourd'hui, nous souhaitons dénoncer cette situation en remettant en question l'État et en le mettant face à ses responsabilités car nous, travailleurs sociaux, sommes indigné(e)s par des manœuvres qui maltraitent les usagers et vont à l'encontre des valeurs que nous défendons !

**STOP A LA MALTRAITANCE DES PLUS FRAGILES ET STOP A LA
SOUFFRANCE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX**



Mobilisons nous contre la politique de l'Etat

Aujourd'hui le 115 fait face aux décisions ubuesques et indignes de l'Etat :

90% des demandes des familles étrangères sont rejetées et ce malgré la vulnérabilité.

Les 10% restants sont étudiés, scrutés, obligés de fournir des certificats médicaux ; certaines familles sont mises à l'abri mais à quel prix :

- Séparation des familles
- Accord tardif = 1 décès au moins à regretter
- Déplacement sur le territoire malgré les places disponibles

Ces pratiques sont indignes et ne peuvent être exécutées par les salariés qui portent des valeurs de solidarité, de dignité et de citoyenneté.

A cela s'ajoutent un contrôle de plus en plus accru des demandes d'hébergement pour toutes les personnes y compris les droits communs et les baisses de subventions pour les centres d'hébergement.

Les personnes prises en charge sont maltraitées !

Les salariés sont en souffrance !

SALARIES DU SOCIAL, NOUS SOMMES TOUS CONCERNES !

Dénonçons ces pratiques et retrouvons-nous :

Pour un PIQUE-NIQUE REVENDICATIF

le Mardi 28 mai à 12h

devant le siège de l'association AGEHB

avenue Le Gorgeu (face à la fac de sciences)